

Estonie : une inquiétude croissante face à la Russie

Description

La Première ministre estonienne a annoncé le 19 janvier devant le Parlement (Riigikogu) que le gouvernement allait abonder le budget de la défense de 380 millions supplémentaires dans les mois qui viennent. Dotée de 748 millions, soit 2,31 % du PIB, la défense n'était pas mal lotie jusque-là. L'apport supplémentaire permettra notamment d'augmenter les achats de munitions ; les forces de défense et la Ligue de défense devraient par ailleurs acquérir prochainement pour 40 millions d'armes antichars.

Le chef du gouvernement a précisé que 30 millions seraient dédiés au ministère de l'Intérieur afin de renforcer les frontières et que le ministère des Affaires étrangères recevrait également des fonds supplémentaires pour sécuriser les communications diplomatiques et renforcer la sécurité informatique. Le ministère de la Culture va aussi profiter de la manne, avec quelques millions d'euros destinés à renforcer la capacité de communication des médias en cas de crise.

Pour Kaja Kallas, il est important d'augmenter la capacité de réaction rapide du pays à des menaces militaires ou hybrides. Elle estime que, d'ordinaire, la Russie non seulement menace l'Ukraine directement à ses frontières mais adresse aussi un discours belliqueux à l'Estonie : « L'objectif de la Russie est de restaurer son influence politique et militaire sur ses voisins », a-t-elle déclaré devant le Parlement.

Si elle juge qu'aucune menace militaire directe ne pèse sur l'Estonie, la situation géographique du pays et le fait que les exigences formulées par la Russie le concernent en partie ne vont pas sans inquiéter. Le Commandant des forces estoniennes de défense, Martin Herem, confirme que la menace militaire sur l'Estonie est pour le moment infime mais note, qu'en cas de conflit avec la Russie, celle-ci s'attaquerait d'abord aux entrepôts et bases militaires, puis aux infrastructures de transports qui pourraient servir aux troupes alliées et, enfin, aux éléments touchant la population civile.

K. Kallas estime néanmoins nécessaire de renforcer le flanc Est, ce qui nécessite un apport de troupes alliées. Revenant sur la séquence diplomatique des derniers jours et sur les exigences formulées par la Russie, elle a noté que des négociations « ne peuvent se faire sous la menace d'une arme ». La Première ministre a annoncé quatre priorités : le maintien d'un lien fort avec l'OTAN, le soutien à l'Ukraine (qui passe par une aide militaire), le renforcement de la posture de dissuasion sur le flanc Est de l'OTAN et, enfin, le renforcement de la contribution estonienne à la sécurité. Pour la Première ministre, les exigences de la Russie ne peuvent donner lieu à la moindre concession.

Sources : Postimees, The Baltic Times.

date créée

25/01/2022

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : CÃ©line Bayou